

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation,  
de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
C. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances,  
des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P.-Y. DERMAGNE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature,  
de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—————  
Note

(1) Session 2019-2020.  
Documents du Parlement wallon, 92 (2019-2020) N<sup>os</sup> 1 à 3.  
Compte rendu intégral, séance plénière du 5 février 2020.  
Discussion.  
Vote.

—————  
ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE, LA RÉGION WALLONNE, LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE ET LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE RELATIF À LA CRÉATION DE L'ORGANE INTERRÉGIONAL POUR LES PRESTATIONS FAMILIALES

**PREAMBULE**

Considérant l'intention des entités fédérées signataires de gérer conjointement certains aspects des prestations familiales ;

Considérant la nécessité de coordonner les actions concernées de ces entités, notamment après la période de transition ;

Considérant qu'une telle coordination est indispensable et exige une collaboration effective des parties signataires du présent accord de coopération ;

Par le présent accord de coopération est créé un organe interrégional sous la forme d'une association sans but lucratif sur la base de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif et les fondations, ayant pour objectif la gestion de certains aspects des prestations familiales ;

Vu l'article 23 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 92*bis* et article 94, § 1<sup>er</sup>*bis*, insérés par l'article 44 de la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la sixième réforme de l'Etat ;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, article 60*sexies*, inséré par l'article 37 de la loi du 19 avril 2014 modifiant la loi de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone ;

Vu la loi du 4 avril 2014 modifiant les lois coordonnées du 19 décembre 1939 relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (la Loi générale relative aux allocations familiales) telle que cette dernière s'appliquait au 31 décembre 2018 ;

Vu le décret spécial de la Communauté française du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française et le décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

Vu l'accord obtenu au sein du Comité de concertation le 28 mars 2018 ;

la Communauté flamande, représentée par le ministre-président et le ministre du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille ;

la Région wallonne, représentée par le ministre-président et le ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative ;

la Communauté germanophone, représentée par le ministre-président et le ministre de la Communauté germanophone de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales ;

la Commission communautaire commune représentée par le président du Collège réuni et les membres du Collège réuni compétents pour la politique de l'Aide aux Personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des films ;

Ont convenu ce qui suit :

Dispositions

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions

Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent accord de coopération et uniquement dans ce cadre, on entend par :

**1° entités fédérées** : la Commission communautaire commune, pour le ressort territorial de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale ; la Communauté flamande, pour le ressort territorial de la région de langue néerlandaise ; la Région wallonne, pour le ressort territorial de la région de langue française et la Communauté germanophone, pour le ressort territorial de la région de langue allemande ;

**2° prestations familiales** : les prestations visées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, IV de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

**3° dossiers de prestations familiales internationaux** : les dossiers de prestations familiales qui relèvent des règlements européens et des conventions bilatérales ;

**4° reprise** : la reprise de la gestion et du paiement par les entités fédérées à la date fixée par leurs notifications en vertu des dispositions de l'article 94, § 1<sup>er</sup> bis, alinéa 4, de la loi spéciale de réformes institutionnelles, chacune pour ce qui la concerne.

#### CHAPITRE 2. — *Création*

Art. 2. Le présent accord de coopération a pour objet de créer une entité dotée de la personnalité juridique, plus précisément une association sans but lucratif, ci-après dénommée « association », sur la base de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes, publiée au *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> juillet 1921, modifiée en dernier lieu par la loi du 18 septembre 2017, ci-après dénommée la « loi sur les ASBL ».

Art. 3. L'association porte le nom d' « Organe interrégional pour les prestations familiales ».

L'association a son siège dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

L'association est gérée par un Conseil d'administration.

#### CHAPITRE 3. — *Objectifs et missions*

Art. 4. L'association accomplira les missions suivantes :

1° La gestion du Cadastre, de l'application Trivia et des flux, comme prévu aux articles 5 et 8 de l'accord de coopération du 6 septembre 2017 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone portant sur les facteurs de rattachement, la gestion des charges du passé, l'échange des données en matière de prestations familiales et les modalités concernant le transfert de compétence entre caisses d'allocations familiales ;

2° Faire office d'organe de liaison dans un contexte international, répartir les dossiers de prestations familiales internationaux entre les entités fédérées et mettre à disposition l'expertise nécessaire en la matière ;

3° La gestion des dossiers archivés, sur support papier et numérique, de FAMIFED ;

4° Toutes les opérations dans le cadre de la liquidation de FAMIFED après sa suppression ;

5° Le contrôle financier des caisses d'allocations familiales fédérales pour ce qui concerne 2018 ;

6° L'identification des enfants dont les droits aux allocations familiales ne sont pas activés en Région wallonne et en Commission communautaire commune (comparaison entre les données du Cadastre, de la BCSS ou des autres bases de données) ;

7° La médiation telle qu'elle est précisée à l'article 12 de l'accord de coopération du 6 septembre 2017 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone concernant les facteurs de rattachement, la gestion des charges du passé, l'échange d'informations en matière de prestations familiales et les règles pratiques relatives au transfert de compétences entre les caisses d'allocations familiales ;

8° Toutes les autres missions qui lui sont confiées à l'unanimité par l'Assemblée générale.

#### CHAPITRE 4. — *Composition, présidence et fonctionnement*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Conseil d'administration*

Art. 5. Le Conseil d'administration de l'association est composé de quatre membres.

Chaque entité fédérée désigne à cet effet un représentant de son administration compétente. Chaque entité fédérée désigne, outre un membre effectif, un membre suppléant.

Chaque membre dispose d'une voix. Le membre suppléant ne dispose d'une voix que lorsqu'il supplée un membre effectif.

Art. 6. Le Conseil d'administration se réunit au moins quatre fois par an, ainsi qu'à la demande d'un membre. Il ne siège valablement que si les quatre entités fédérées sont représentées.

Par dérogation à l'alinéa 1er, le Conseil d'administration siège valablement si les entités fédérées qui composent la chambre en charge de la mission inscrite à l'ordre du jour sont représentées.

Art. 7. La présidence tournante est assurée par un des membres de l'association, chaque fois pour une période d'un an, suivant les règles qui sont fixées dans les statuts.

Un vice-président est désigné. Le président et le vice-président ne peuvent pas appartenir à la même entité fédérée.

Art. 8. Le fonctionnement du Conseil d'administration est fixé dans les statuts.

Des chambres sont créées au sein du Conseil d'administration. Une chambre assiste le Conseil d'administration pour chaque mission qui n'est pas assumée conjointement par toutes les autres entités fédérées. Cette chambre prend toutes les initiatives nécessaires pour accomplir cette mission. Le Conseil d'administration prend l'initiative de créer une chambre dès que toutes les entités fédérées décident de ne pas assumer conjointement une mission au sein de l'association.

La composition de ces chambres et le nombre de fois qu'elles se réunissent sont déterminés par l'entité fédérée ou les entités fédérées qui assument la mission en question.

Le Conseil d'administration peut uniquement déroger à l'avis d'une chambre par une décision motivée lorsqu'il juge que la mission assumée par une entité fédérée ou conjointement par plusieurs entités fédérées est insuffisamment financée pour être assumée. La clé de répartition des charges qui sont liées à cette mission est fixée au sein de la chambre concernée.

*Section 2. — L'Assemblée générale*

Art. 9. L'Assemblée générale est composée de huit membres.

Chaque entité fédérée désigne à cet effet deux représentants de son administration compétente. Chaque entité fédérée désigne, outre deux membres effectifs, deux membres suppléants.

Chaque entité fédérée dispose d'une voix, quel que soit le nombre de représentants.

Art. 10. Le fonctionnement de l'Assemblée générale est fixé dans les statuts.

*Section 3. — Personnel*

Art. 11. Le personnel de l'association est exclusivement composé de fonctionnaires et de membres du personnel mis à disposition par les entités fédérées afin que l'association puisse réaliser ses missions.

Les membres du personnel qui sont mis à disposition par les entités fédérées restent assujettis aux dispositions relatives au personnel qui leur sont applicables.

Art. 12. La Communauté germanophone peut choisir, plutôt que de mettre du personnel à disposition, d'attribuer des budgets spécifiques, par année budgétaire, en vue de financer sa part dans les frais de personnel.

Art. 13. Le Conseil d'administration détermine les besoins en personnel.

*CHAPITRE 5. — Financement et budget*

Art. 14. Les coûts de personnel, d'entretien et de fonctionnement de l'association sont supportés par chacune des entités fédérées conformément à la clé de répartition basée sur le pourcentage du nombre d'enfants entre 0 et 18 ans par entité fédérée, qui a été fixée dans l'article 47/5, § 5, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

La répartition, visée à l'alinéa 1er, est adaptée pour les missions qui ne sont pas assumées conjointement par toutes les autres entités fédérées. La part prise en charge par chaque entité fédérée est déterminée par la chambre en charge de la mission.

Art. 15. Le Conseil d'administration détermine le budget.

Le Conseil d'administration soumet les comptes annuels et la proposition budgétaire pour l'année à venir à l'approbation de l'Assemblée générale.

Après approbation par l'Assemblée générale, le Conseil d'administration communique cette proposition budgétaire aux gouvernements des entités fédérées concernées.

Le Conseil d'administration soumet chaque année le rapport annuel de l'association à l'approbation de l'Assemblée générale.

Art. 16. La gestion financière de l'association est contrôlée par un réviseur d'entreprises, choisi parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, désigné et révoqué par le Conseil d'administration.

*CHAPITRE 6. — Dispositions finales*

Art. 17. Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée et entre en vigueur lors de la première reprise.

Art. 18. La résiliation du présent accord requiert un préavis écrit d'un an qui doit être notifié aux autres entités fédérées. La résiliation intervient le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit le terme du préavis.

Les parties s'engagent durant le préavis à négocier un nouvel accord et à continuer à assurer la collaboration nécessaire.

Fait à Bruxelles, le 30 mai 2018, en un seul exemplaire rédigé en français, en néerlandais et en allemand, qui sera déposé au Secrétariat central du Comité de concertation.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

W. BORSUS

Le Ministre-Président  
de la Communauté germanophone,

O. PAASCH

Le président du Collège  
réuni de la Commission communautaire commune,

R. VERVOORT

Le membre du Collège réuni, compétent pour la politique  
de l'Aide aux personnes, la politique de la Santé et le  
Contrôle des films,

P. SMET

Le Ministre flamand du Bien-être,  
de la Santé publique et de la Famille,

J. VANDEURZEN

La Ministre wallonne de l'Action sociale, de la Santé, de  
l'Egalité des chances, de la Fonction publique et de la  
Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de la Famille, de la Santé et  
des Affaires sociales de la Communauté germanophone,

A. ANTONIADIS

Le membre du Collège réuni, compétent pour la politique  
de l'Aide aux personnes, la politique de la Santé et le  
Contrôle des films,

C. FREMAULT

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/30151]

**6 FEBRUARI 2020.** — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de oprichting van het interregionaal orgaan voor de gezinsbijslagen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de oprichting van het interregionaal orgaan voor de gezinsbijslagen wordt goedgekeurd.

**Art. 3.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 februari 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie,  
Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening,  
Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk,  
Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

C. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,

P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica,  
Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2019-2020.

Stukken van het Waalse Parlement 92 (2019-2020) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire zitting van 5 februari 2020.

Bespreking.

Stemming.

SAMENWERKINGSAKKOORD TUSSEN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP, HET WAALSE GEWEST, DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE EN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP BETREFFENDE DE OPRICHTING VAN HET INTERREGIONAAL ORGAAN VOOR DE GEZINSBIJSLAGEN

AANHEF

Overwegende de intentie van de ondertekenende deelentiteiten om bepaalde aspecten inzake gezinsbijslag gezamenlijk te beheren;

Overwegende de noodzaak om de betrokken acties van die entiteiten met name na de overgangsperiode te coördineren;

Overwegende dat een dergelijke coördinatie onontbeerlijk is en effectieve samenwerking vereist van de partijen die dit samenwerkingsakkoord ondertekenen;

Door dit samenwerkingsakkoord wordt een Interregionaal orgaan opgericht als een vereniging zonder winstoogmerk op grond van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, met als doel bepaalde aspecten met betrekking tot de gezinsbijslag te beheren;

Gelet op artikel 23 van de grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 92bis en artikel 94, § 1bis, ingevoegd door artikel 44 van de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de zesde staatshervorming;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 60sexies, ingevoegd door artikel 37 van de wet van 19 april 2014 tot wijziging van de wet tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap;

Gelet op de wet van 4 april 2014 tot wijziging van de samengeordende wetten van 19 december 1939 betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders (Algemene kinderbijslagwet) zoals die gold op 31 december 2018;

Gelet op het bijzondere decreet van de Franse Gemeenschap van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen en het decreet van het Waalse Gewest van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

Gelet op het bereikte akkoord in het Overlegcomité op 28 maart 2018;

de Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de minister-president en de minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin;

het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de minister-president en de minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging;

de Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de minister-president en de minister van de Duitstalige Gemeenschap van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden;

de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door de voorzitter van het Verenigd College en de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring;

Zijn het volgende overeengekomen:

Bepalingen

#### HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord en enkel in dat kader moet verstaan worden onder:

1° deelentiteiten: de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, voor de gebiedsomschrijving van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad; de Vlaamse Gemeenschap, voor de gebiedsomschrijving van het Nederlandse taalgebied; het Waalse Gewest, voor de gebiedsomschrijving van het Franse taalgebied en de Duitstalige Gemeenschap, voor de gebiedsomschrijving van het Duitse taalgebied;

2° gezinsbijslagen: de bijslagen zoals bedoeld in artikel 5, §1, IV van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

3° internationale gezinsbijslagendossiers: de gezinsbijslagendossiers die onder Europese verordeningen en bilaterale overeenkomsten vallen;

4° de overname: de overname van het beheer en van de uitbetaling door de deelentiteiten op de datum vastgelegd door hun notificaties krachtens de bepalingen van artikel 94 §1bis, vierde lid, van de bijzondere wet tot hervorming van de instellingen, elk voor wat hem betreft.

#### HOOFDSTUK 2. — *Oprichting*

Art. 2. Dit samenwerkingsakkoord heeft tot doel een entiteit met rechtspersoonlijkheid op te richten, meer in het bijzonder een vereniging zonder winstsoogmerk, hierna "vereniging" genaamd, op grond van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstsoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 1 juli 1921, laatst gewijzigd door de wet van 18 september 2017, hierna "vzw-wet" genaamd.

Art. 3. De vereniging draagt de naam "Interregionaal orgaan voor de gezinsbijslagen".

De vereniging heeft haar zetel in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

De vereniging wordt beheerd door een Raad van Bestuur.

#### HOOFDSTUK 3. — *Doeleinden en opdrachten*

Art. 4. De vereniging zal de volgende opdrachten vervullen:

1° Het beheer van het Kadaster, de Trivia-toepassing en de fluxen, zoals bedoeld in de artikelen 5 en 8 van het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de aanknopingsfactoren, het beheer van de lasten van het verleden, de gegevensuitwisseling inzake de gezinsbijslag en de praktische regels betreffende de bevoegdheidsoverdracht tussen de kinderbijslagfondsen;

2° Fungeren als verbindingsorgaan in internationale context, verdelen van de internationale gezinsbijslagendossiers tussen de deelentiteiten en het ter beschikking stellen van de nodige expertise ter zake;

3° Het beheer van de papieren en digitaal gearchiveerde dossiers van FAMIFED;

4° Alle handelingen in het kader van de afwikkeling van FAMIFED na de opheffing ervan;

5° De financiële controle op de federale kinderbijslagfondsen wat betreft 2018;

6° De identificatie van de kinderen van wie de rechten op kinderbijslag niet in het Waalse Gewest en in de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie geactiveerd zijn (vergelijking tussen de gegevens in het kadaster, de KSZ of andere databanken);

7° De bemiddeling zoals nader bepaald in artikel 12 van het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de aanknopingsfactoren, het beheer van de lasten van het verleden, de gegevensuitwisseling inzake de gezinsbijslagen en de praktische regels betreffende de bevoegdheidsoverdracht tussen de kinderbijslagfondsen;

8° Alle andere opdrachten die haar door de Algemene Vergadering met unanimité worden opgedragen.

#### HOOFDSTUK 4. — *Samenstelling, voorzitterschap en werking*

##### *Afdeling 1. — Raad van Bestuur*

Art. 5. De Raad van Bestuur van de vereniging bestaat uit vier leden.

Elke deelentiteit duidt hiertoe één vertegenwoordiger van zijn bevoegde administratie aan. Elke deelentiteit duidt naast één effectief lid ook één plaatsvervanger aan.

Elk lid beschikt over één stem. Een plaatsvervanger heeft enkel een stem als hij een effectief lid vervangt.

Art. 6. De Raad van Bestuur komt minstens vier maal per jaar samen, alsook op vraag van een lid. Het zetelt slechts geldig indien de vier deelentiteiten vertegenwoordigd zijn.

In afwijking van het eerste lid zetelt de Raad van Bestuur geldig als de deelentiteiten die in de kamer bevoegd voor het agendapunt zetelen, vertegenwoordigd zijn.

Art. 7. Het voorzitterschap wordt afwisselend waargenomen door één van de leden van de vereniging, telkens voor een periode van één jaar, volgens de regels die vastgesteld worden in de statuten.

Er wordt een ondervoorzitter aangesteld. De voorzitter en de ondervoorzitter mogen niet van dezelfde deelentiteit zijn.

Art. 8. De werking van de Raad van Bestuur wordt vastgesteld in de statuten.

Bij de Raad van Bestuur worden kamers opgericht. Een kamer staat de Raad van Bestuur bij per opdracht die niet gezamenlijk wordt opgenomen door alle andere deelentiteiten. Deze kamer neemt alle initiatieven die noodzakelijk zijn om deze opdracht uit te voeren. De Raad van Bestuur neemt het initiatief om een kamer op te richten van zodra niet alle deelentiteiten beslissen om gezamenlijk een opdracht op te nemen binnen de schoot van de vereniging.

De samenstelling van deze kamers en het aantal keren dat deze samenkomen, worden vastgelegd door de deelentiteit of door de deelentiteiten die de betreffende opdracht op zich nemen.

De Raad van Bestuur kan alleen bij gemotiveerde beslissing afwijken van het advies van een kamer wanneer zij van oordeel is dat de opdracht opgenomen door één deelentiteit of gezamenlijk opgenomen door meerdere deelentiteiten onvoldoende gefinancierd is om te worden opgenomen. De verdeelsleutel van de lasten die verbonden zijn met deze opdracht, wordt vastgelegd in de betrokken kamer.

#### *Afdeling 2. — De Algemene Vergadering*

Art. 9. De Algemene Vergadering is samengesteld uit acht leden.

Elke deelentiteit duidt hiertoe twee vertegenwoordigers van zijn bevoegde administratie aan. Elke deelentiteit duidt naast twee effectieve leden ook twee plaatsvervangers aan.

Elke deelentiteit beschikt over één stem, ongeacht het aantal vertegenwoordigers.

Art. 10. De werking van de Algemene Vergadering wordt vastgesteld in de statuten.

#### *Afdeling 3. — Personeel*

Art. 11. Het personeel van de vereniging bestaat uitsluitend uit ambtenaren en personeelsleden die de deelentiteiten ter beschikking stellen opdat de vereniging haar opdrachten kan uitvoeren.

De personeelsleden die ter beschikking zijn gesteld door de deelentiteiten, blijven onderworpen aan de personeelsbepalingen die op hen van toepassing zijn.

Art. 12. De Duitstalige Gemeenschap kan ervoor opteren om, in plaats van personeel ter beschikking te stellen, per budgettair jaar, specifieke budgetten toe te kennen ter financiering van hun aandeel in de personeelskost.

Art. 13. De Raad van Bestuur bepaalt de personeelsbehoefte.

#### *HOOFDSTUK 5. — Financiering en budget*

Art. 14. De personeels-, onderhouds- en werkingskosten van de vereniging worden gedragen door elk van de deelentiteiten overeenkomstig de verdeelsleutel gebaseerd op de procentuele verdeling van het aantal kinderen 0-18 jaar per deelentiteit die werd vastgelegd in artikel 47/5, § 5, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffend de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

De verdeling bedoeld in het eerste lid, wordt aangepast voor opdrachten die niet gezamenlijk door alle andere deelentiteiten worden opgenomen. Het deel dat iedere deelentiteit op zich neemt, wordt bepaald door de kamer die bevoegd is voor de opdracht.

Art. 15. De Raad van Bestuur bepaalt het budget.

De Raad van Bestuur legt de jaarrekening en het voorstel van begroting voor het komende jaar ter goedkeuring voor aan de Algemene Vergadering.

Na goedkeuring door de Algemene Vergadering, maakt de Raad van bestuur dit begrotingsvoorstel over aan de regeringen van de betrokken deelentiteiten.

De Raad van Bestuur legt jaarlijks het jaarverslag van de vereniging ter goedkeuring voor aan de Algemene Vergadering.

Art. 16. Het financieel beheer van de vereniging wordt bewaakt door een bedrijfsrevisor, gekozen onder de leden van het Instituut voor Bedrijfsrevisoren, aangeduid en herroepen door de Raad van Bestuur.

#### *HOOFDSTUK 6. — Slotbepalingen*

Art. 17. Dit samenwerkingsakkoord wordt afgesloten voor onbepaalde duur en treedt in werking bij de eerste overname.

Art. 18. De opzegging van dit akkoord vereist een schriftelijke vooropzeg van één jaar die moet worden betekend aan de andere deelentiteiten. De opzegging gaat in op 1 januari van het jaar dat volgt op het einde van de opzeggingstermijn.

De partijen verbinden zich ertoe om binnen de vooropzeg te onderhandelen over een nieuw akkoord en om de nodige medewerking te blijven verlenen.

Te Brussel, op 30 mei 2018, in een enkel oorspronkelijk exemplaar in het Frans, het Nederlands en het Duits, dat zal worden neergelegd bij het Centraal Secretariaat van het Overlegcomité.

Minister-president  
van de regering van het Vlaamse Gewest,  
G. BOURGEOIS

Vlaams minister van Welzijn,  
Volksgezondheid en Gezin,  
J. VANDEURZEN

Minister-president van het Waalse Gewest,  
W. BORSUS

Waals minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke  
Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereen-  
voudiging,  
A. GREOLI

Minister-president van de Duitstalige Gemeenschap,  
O. PAASCH

Minister van de Duitstalige Gemeenschap van Gezin,  
Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,  
A. ANTONIADIS

Voorzitter van het Verenigd College  
van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Lid van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid  
inzake Bijstand aan personen, het Gezinsbeleid en de  
Filmkeuring,  
C. FREMAULT

R. VERVOORT

Lid van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid  
inzake Bijstand aan personen, het Gezinsbeleid en de  
Filmkeuring,

P. SMET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/200787]

**6 FEVRIER 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant l'indice pivot auquel sont rattachés les premiers plafonds de revenus visés aux articles 11 à 13 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, en exécution de l'article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du même décret**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, l'article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup>;

Vu le rapport du 10 décembre 2018, établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 décembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 décembre 2018;

Vu l'avis du Comité "Familles" de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, donné le 20 décembre 2018;

Vu l'avis 66.791/2 du Conseil d'Etat, donné le 6 janvier 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre en charge des allocations familiales;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Sont rattachés à l'indice-pivot 103,04 (base 2013=100), les plafonds de revenus visés aux articles suivants du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales :

1<sup>o</sup> article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup>;

2<sup>o</sup> article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>;

3<sup>o</sup> article 13, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>.

**Art. 3.** L'article 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

L'article 2, 3<sup>o</sup>, produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Art. 4.** La Ministre en charge des allocations familiales est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 février 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE